



**BULLETIN OFFICIEL
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

n° 119 – AVRIL – JUIN 2012

**Trimestriel
ISSN 0980-9686**

Direction de l'administration générale et de la modernisation

Sommaire

AVRIL – MAI 2012	5
ACTES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	5
ARRETES ET DECISIONS.....	5
Direction générale de l'administration et de la modernisation.....	5
Direction des ressources humaines.....	5
Arrêté du 17 avril 2012 modifiant l'arrêté du 25 août 2010 fixant la composition du comité technique paritaire ministériel institué par l'article 1 ^{er} du décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères	5
Arrêté du 17 avril 2012 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2011 fixant la composition de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels du ministère des affaires étrangères	8
Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire	9
Arrêtés relatifs aux attributions des agents consulaires.....	9
Arrêté du 5 avril 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de france à perth (australie) en tant que délégué du consul général de france à sydney.....	9
Arrêté du 5 avril 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de france à louqsor (egypte) en tant que déléguée du consul général de france au caire.....	10
Arrêté du 5 avril 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de france à porto rico (san juan) (états-unis d'amerique) en tant que délégué du consul général de france a miami	11
Arrêté du 5 avril 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de france à saint-louis du sénegal (sénegal) en tant que déléguée du consul général de france à dakar.....	12
Arrêté du 5 avril 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de france à melbourne (australie) en tant que déléguée du consul général de france à sydney.....	13
ARRETE relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de france à siem reap (cambodge) en tant que délégué de l'ambassadeur de france au cambodge.....	14
REFERENCES DES PUBLICATIONS AU JOURNAL OFFICIEL.....	15
COMPOSITION DU GOUVERNEMENT	15
DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES.....	15
MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	15
MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES.....	15
MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION.....	15
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE	16
MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	16
MINISTERE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT	16
MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION.....	16
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	17
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET EUROPEENNES.....	18
Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats	18
Agence pour l'enseignement français à l'étranger	18
Direction générale de l'administration et de la modernisation.....	18

Direction des ressources humaines.....	18
Direction des affaires budgétaires et financières	19
Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire	19
Service des Français à l'étranger	19
Assemblée des Français de l'étranger	20
Direction des affaires juridiques	20
MAI – JUIN 2012	21
ACTES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	21
ARRETES ET DECISIONS.....	21
Arrêté du 21 juin 2012 conférant la médaille d'honneur des affaires étrangères.....	21
Direction générale de l'administration et de la modernisation.....	24
Direction des ressources humaines.....	24
Arrêté du 25 mai 2012 modifiant l'arrêté du 1 ^{er} juin 2010 modifié fixant la composition du comité technique paritaire spécial compétent à l'égard des services du ministère des affaires étrangères implantés à Nantes	24
Arrêté du 13 juin 2012 modifiant l'arrêté du 1 ^{er} décembre 2010 portant nomination des représentants de l'administration et des représentants du personnel au sein du comité consultatif spécial auprès du directeur général de l'administration au ministère des affaires étrangères.....	26
Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire	28
Arrêtés relatifs aux attributions des agents consulaires.....	28
Arrêté du 7 juin 2012 relatif aux fonctions exercées par la consule honoraire de France à Campo Grande (Brésil) en tant que déléguée du consul général de France à Sao paulo.....	28
Arrêté du 7 juin 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Garoua (Cameroun) en tant que délégué de l'ambassadeur de France au Cameroun.....	29
Arrêté du 7 juin 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Nassau - Bahamas (Etats-Unis) en tant que délégué du consul général de France à Miami.....	30
Arrêté du 7 juin 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Tampa (Etats-Unis) en tant que délégué du consul général de France à Miami.....	31
Arrêté du 7 juin 2012 relatif aux fonctions exercées par le consul honoraire de France à Cochabamba (Bolivie) en tant que délégué de l'ambassadeur de France en Bolivie.....	32
Agence pour l'enseignement français à l'étranger	33
Décision du 1 ^{er} juin 2012 portant nomination des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail central de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	33
Arrêté du 29 juin 2012 modifiant l'arrêté du 18 novembre 2011 portant nomination au comité technique de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.....	34
REFERENCES DES PUBLICATIONS AU JOURNAL OFFICIEL.....	35
COMPOSITION DU GOUVERNEMENT	35
DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES.....	35
PREMIER MINISTRE.....	35
RELATION AVEC LE PARLEMENT.....	35
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	35
REUSSITE EDUCATIVE	36
MINISTERE DE LA JUSTICE	36
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU COMMERCE EXTERIEUR	36
BUDGET.....	36
ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE.....	36
MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE	37

PERSONNES AGEES ET DEPENDANCE	37
FAMILLE	37
PERSONNES HANDICAPEES.....	37
MINISTERE DE L'EGALITE DES TERRITOIRES ET DU LOGEMENT	37
LA VILLE.....	37
MINISTERE DE L'INTERIEUR	37
MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE.....	38
TRANSPORTS ET ECONOMIE MARITIME	38
MINISTERE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF	38
ARTISANAT, COMMERCE ET TOURISME.....	38
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, INNOVATION ET ECONOMIE NUMERIQUE	38
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL	39
MINISTERE DE LA DEFENSE.....	39
ANCIENS COMBATTANTS.....	39
MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION.....	39
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	40
MINISTERE DES DROITS DES FEMMES.....	40
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE.....	40
MINISTERE DE LA REFORME DE L'ETAT, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA	40
FONCTION PUBLIQUE	40
MINISTERE DES OUTRE-MER	40
MINISTERE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE	41
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES.....	41
Délégations de signature	41
AFFAIRES EUROPEENNES.....	41
DEVELOPPEMENT	41
FRANÇAIS DE L'ETRANGER ET FRANCOPHONIE	42
Direction générale de l'administration et de la modernisation.....	42
Direction des ressources humaines.....	42
Direction des affaires budgétaires et financières	43
Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire	43
Service des Français à l'étranger	43
Assemblée des Français de l'étranger	44
Direction des affaires juridiques	44

AVRIL – MAI 2012

ACTES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

ARRETES ET DECISIONS

Direction générale de l'administration et de la modernisation

Direction des ressources humaines

ARRETE DU 17 AVRIL 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 25 AOÛT 2010 FIXANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL INSTITUTE PAR L'ARTICLE 1^{ER} DU DECRET N° 2006-32 DU 11 JANVIER 2006 RELATIF AU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

NOR : MAEA1220345A

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 2010 déterminant les organisations syndicales aptes à désigner les représentants du personnel au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères et fixant la répartition des sièges entre ces organisations ;

Vu l'arrêté du 25 août 2010 modifié fixant la composition du comité technique paritaire ministériel institué par l'article 1er du décret n° 2006-32 du 11 janvier 2006 relatif au comité technique paritaire ministériel du ministère des affaires étrangères,

Vu la correspondance du syndicat CGT/MAE en date du 23 mars 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat CFDT-MAE en date du 29 mars 2012 ;

Vu la correspondance de la FSU en date du 10 avril 2012 ;

Vu la correspondance de l'USASCC en date du 10 avril 2012 ;

Vu la correspondance de l'ASAM-UNSA en date du 10 avril 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat FO-MAE en date du 11 avril 2012 ;

Vu la correspondance du syndicat CFTC-FAE-MAEE en date du 16 avril 2012,

Arrête :

Article 1 - L'article 1^{er} de l'arrêté du 25 août 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont nommés en qualité de représentants de l'administration au sein du comité technique ministériel :
Mme Nathalie LOISEAU, directrice générale de l'administration et de la modernisation ;

M. Jean-Claude POIMBŒUF, directeur des ressources humaines ».

Article 2 - L'article 2 de l'arrêté du 25 août 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :
« Sont nommés en qualité de représentants du personnel au sein du comité technique ministériel :

Au titre du syndicat CGT du ministère des affaires étrangères (CGT/MAE)

Titulaires :

Mme Gloria GIOL JERIBI

M. Didier CONNESSON

M. Daniel VAZEILLE

Suppléants :

Mme Isabelle GOZALBO-MEZGUELDI

M. Guy RIBES

Mme Annick BOUJOT

Au titre du syndicat CFDT du ministère des affaires étrangères (CFDT-MAE)

Titulaires :

M. Thibaut PENDUFF

M. Nicolas FRELOT

M. Jean-Luc LAVAUD

Mme Eufrozina BAÏTAN

M. Olivier GUYONNEAU

M. Thierry DUBOC

M. Olivier ESPOSITO

Mme Raphaëlle LIJOUR

M. Jacques SZALAY

Suppléants :

M. Olivier DA SILVA

M. Patrice SERVANTIE

M. Sylvain ITTÉ

Mme Sophia GRAY

Mme Anne COLOMB

Mme Virginie LIANG

Mme Christine ROBERT

Mme Denise DARIOSECQ

M. Arnaud LE MASSON

Au titre de la Fédération syndicale unitaire (FSU)

Titulaire :

M. Yvan SERGEFF

Suppléant :

M. Fouad BOUOUDEN

Au titre de l'Union syndicale des agents des corps de chancellerie des affaires étrangères (USASCC)

Titulaire :

M. Didier MARI

Suppléant :

M. Philippe BERNARD

Au titre de l'Association syndicale des agents du ministère des affaires étrangères –

Union nationale des syndicats autonomes / Union nationale des syndicats autonomes-Education (ASAM-UNSA / UNSA-Education)

Titulaires :

M. Franck VERMEULEN

M. Norbert CAZEILLES

Mme Violaine BILLETTE de VILLEMEUR

Mme Françoise LAOULI

Suppléants :

M. Olivier CHATELAIS

M. Boris FAURE

Mme Christiane GROS

M. Ludovic BORG-OLIVIER

Au titre du syndicat Force ouvrière du personnel du ministère des affaires étrangères (FO-MAE)

Titulaire :

M. Gilles MONTAGNIER

Suppléante :

Mme Sabine LE MOAN

Au titre du syndicat national CFTC des agents du ministère des affaires étrangères et européennes (CFTC-FAE-MAEE)

Titulaire :

M. Emmanuel COCHER

Suppléant :

M. Christophe MORIN

Article 3 - La directrice générale de l'administration et de la modernisation est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait le 17 avril 2012

Pour le ministre et par délégation,
la directrice générale de l'administration
et de la modernisation
N. LOISEAU

ARRETE DU 17 AVRIL 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 23 DECEMBRE 2011 FIXANT LA COMPOSITION DE LA COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE COMPETENTE A L'EGARD DES AGENTS CONTRACTUELS DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

NOR : MAEA1220588A

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,
Vu la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 modifiée relative à l'expertise technique internationale ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
Vu le décret n° 69-697 du 18 juin 1969 modifié portant fixation du statut des agents contractuels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, de nationalité française, en service à l'étranger ;
Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;
Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu l'arrêté du 20 mars 2006 portant création d'une commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels du ministère des affaires étrangères ;
Vu l'arrêté du 23 décembre 2011 fixant la composition de la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels du ministère des affaires étrangères ;
Arrête

Article 1 - L'article 1^{er} de l'arrêté du 23 décembre 2011 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :
« Sont nommés en qualité de représentants de l'administration à la commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents contractuels du ministère des affaires étrangères pour un mandat de trois ans :

Titulaires :

M. Jean-Claude POIMBŒUF
Mme Anne DENIS-BLANCHARDON
M. Jonathan LACOTE
Mme Pauline CARMONA
Mme Geneviève VAN ROSSUM

Suppléants :

M. Eric BERTI
M. Nicolas CHAPUIS
Mme Marie-Claude RENAULD-PORTIER
M. David IZZO
Mme Valérie PIPELIER

Article 2 - La directrice générale de l'administration et de la modernisation est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 17 avril 2012

Pour le ministre d'Etat, et par délégation,
Le sous-directeur de la politique
des ressources humaines
B. ROQUEFEUIL

Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire

Arrêtés relatifs aux attributions des agents consulaires

ARRETE DU 5 AVRIL 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LE CONSUL HONORAIRE DE FRANCE A PERTH (AUSTRALIE) EN TANT QUE DELEGUE DU CONSUL GENERAL DE FRANCE A SYDNEY

NOR : MAEF1209889A

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1 - M. Patrick KEDEMOS, consul honoraire de France à Perth, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;
- accomplissement des formalités visant à s'assurer que les mesures conservatoires en cas de décès (scellés, inventaire, recherche de testament en l'absence d'héritier présumé) de disparition ou d'incapacité d'un citoyen français de passage ou domicilié dans le ressort de l'agence consulaire ont été prises ;
- accomplissement des formalités relatives au transport de corps ou de cendres (établissement du certificat sanitaire de transport).

Article 2 - L'exercice de ces attributions est conféré à M. Patrick KEDEMOS à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consul honoraire de France à Perth.

Article 3 - Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 5 avril 2012.

Pour le ministre d'Etat et par délégation
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

ARRETE DU 5 AVRIL 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LA CONSULE HONORAIRE DE FRANCE A LOUQSOR (EGYPTE) EN TANT QUE DELEGUEE DU CONSUL GENERAL DE FRANCE AU CAIRE

NOR : MAEF1209891A

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête

Article 1 - Mme Marie-Christine GERBER, vice-consule honoraire de France à Louqsor, habilitée à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisée, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence.

Article 2 - L'exercice de ces attributions est conféré à Mme Marie-Christine GERBER à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de vice-consule honoraire de France à Louqsor.

Article 3 - Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 5 avril 2012.

Pour le ministre d'Etat et par délégation

La chef du service des Français à l'étranger,

Odile SOUPISON

ARRETE DU 5 AVRIL 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LE CONSUL HONORAIRE DE FRANCE A PORTO RICO (SAN JUAN) (ETATS-UNIS D'AMERIQUE) EN TANT QUE DELEGUE DU CONSUL GENERAL DE FRANCE A MIAMI

NOR : MAEF1209885A

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1 - M. Antoine DE MARSILY, consul honoraire de France à Porto Rico (San Juan), habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;
- accomplissement des formalités visant à s'assurer que les mesures conservatoires en cas de décès (scellés, inventaire, recherche de testament en l'absence d'héritier présumé) de disparition ou d'incapacité d'un citoyen français de passage ou domicilié dans le ressort de l'agence consulaire ont été prises ;
- accomplissement des formalités relatives au transport de corps ou de cendres (établissement du certificat sanitaire de transport).

Article 2 - L'exercice de ces attributions est conféré à M. Antoine DE MARSILY à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consul honoraire de France à Porto Rico (San Juan).

Article 3 - Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 5 avril 2012.

Pour le ministre d'Etat et par délégation

La chef du service des Français à l'étranger,

Odile SOUPISON

ARRETE DU 5 AVRIL 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LA CONSULE HONORAIRE DE FRANCE A SAINT-LOUIS DU SENEGAL (SENEGAL) EN TANT QUE DELEGUEE DU CONSUL GENERAL DE FRANCE A DAKAR

NOR : MAEF1209886A

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête

Article - Mme Eléonora ROSSI, consule honoraire de France à Saint-Louis du Sénégal, habilitée à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisée, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;
- accomplissement des formalités visant à s'assurer que les mesures conservatoires en cas de décès (scellés, inventaire, recherche de testament en l'absence d'héritier présumé) de disparition ou d'incapacité d'un citoyen français de passage ou domicilié dans le ressort de l'agence consulaire ont été prises ;
- accomplissement des formalités relatives au transport de corps ou de cendres (établissement du certificat sanitaire de transport).

Article 2 - L'exercice de ces attributions est conféré à Mme Eléonora ROSSI à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consule honoraire de France à Saint-Louis du Sénégal.

Article 3 - Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 5 avril 2012.

Pour le ministre d'Etat et par délégation

La chef du service des Français à l'étranger,

Odile SOUPISON

ARRETE DU 5 AVRIL 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LA CONSULE HONORAIRE DE FRANCE A MELBOURNE (AUSTRALIE) EN TANT QUE DELEGUEE DU CONSUL GENERAL DE FRANCE A SYDNEY

NOR : MAEF1209888A

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête

Article 1 - Mme Myriam BOISBOUVIER-WYLIE, consule générale honoraire de France à Melbourne, habilitée à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisée, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;
- accomplissement des formalités visant à s'assurer que les mesures conservatoires en cas de décès (scellés, inventaire, recherche de testament en l'absence d'héritier présumé) de disparition ou d'incapacité d'un citoyen français de passage ou domicilié dans le ressort de l'agence consulaire ont été prises ;
- accomplissement des formalités relatives au transport de corps ou de cendres (établissement du certificat sanitaire de transport).

Article 2 - L'exercice de ces attributions est conféré à Mme Myriam BOISBOUVIER-WYLIE à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consule générale honoraire de France à Melbourne.

Article 3 - Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 5 avril 2012.

Pour le ministre d'Etat et par délégation

La chef du service des Français à l'étranger,

Odile SOUPISON

**ARRETE RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LE CONSUL HONORAIRE DE FRANCE A SIEM REAP
(CAMBODGE) EN TANT QUE DELEGUE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU CAMBODGE**

NOR : MAEF1205495 A

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1 - M. Dominique SOUTIF, consul honoraire de France à Siem Reap, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;
- accomplissement des formalités visant à s'assurer que les mesures conservatoires en cas de décès (scellés, inventaire, recherche de testament en l'absence d'héritier présumé) de disparition ou d'incapacité d'un citoyen français de passage ou domicilié dans le ressort de l'agence consulaire ont été prises ;
- accomplissement des formalités relatives au transport de corps ou de cendres (établissement du certificat sanitaire de transport).

Article 2 - L'exercice de ces attributions est conféré à M. Dominique SOUTIF à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consul honoraire de France à Siem Reap.

Article 3 - Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 12 janvier 2012.

Pour le ministre d'Etat et par délégation
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

REFERENCES DES PUBLICATIONS AU JOURNAL OFFICIEL

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

Décret du 10 mai 2012 relatif à la cessation des fonctions du Gouvernement (*JO* du 11 mai 2012).

Décision du 10 mai 2012 portant proclamation des résultats de l'élection du Président de la République (*JO* du 11 mai 2012).

DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Décret n° 2012-592 du 27 avril 2012 relatif à la reconversion des militaires (*JO* du 29 avril 2012).

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES

Décret n° 2012-723 du 9 mai 2012 relatif à la rémunération des notaires assistant les agents diplomatiques et consulaires dans l'exercice de leurs pouvoirs notariaux (*JO* du 10 mai 2012).

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION

Décret n° 2012-497 du 16 avril 2012 relatif au recueil des images numérisées du visage dans certaines communes des départements et collectivités d'outre-mer et des empreintes digitales des demandeurs de passeport (*JO* du 18 avril 2012).

Décret n° 2012-509 du 18 avril 2012 pris en application de l'article 59-1 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action de l'Etat dans les régions et départements (*JO* du 20 avril 2012).

Arrêté du 4 avril 2012 fixant les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des documents électoraux et d'apposition des affiches pour l'élection de députés par les Français établis hors de France (*JO* du 15 avril 2012).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Décret n° 2012-691 du 7 mai 2012 relatif aux investissements étrangers soumis à autorisation préalable (*JO* du 8 mai 2012).

Arrêté du 3 avril 2012 portant approbation d'une prise de participation financière par l'Agence française de développement (*JO* du 17 avril 2012).

MINISTÈRE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Décret n° 2012-598 du 27 avril 2012 relatif aux règles de coordination applicables en matière d'assurance vieillesse entre le régime général et les régimes spéciaux de retraite des fonctionnaires, des militaires et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (*JO* du 29 avril 2012).

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ÉTAT

Arrêté du 10 avril 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (*JO* du 18 avril 2012).

Arrêté du 10 avril 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (*JO* du 18 avril 2012).

Arrêté du 18 avril 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (*JO* du 21 avril 2012).

Arrêté du 18 avril 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (*JO* du 21 avril 2012).

Arrêté du 1^{er} décembre 2011 portant modalités d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 modifié relatif au paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations servies aux personnels civils de l'Etat ainsi qu'à certaines catégories de personnels militaires en fonctions en métropole, dans les départements d'outre-mer et à l'étranger (*JO* du 26 avril 2012).

Arrêté du 25 avril 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (*JO* du 29 avril 2012).

Arrêté du 25 avril 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (*JO* du 29 avril 2012).

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Arrêté du 23 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 4 avril 2012).

Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 14 avril 2012).

Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 14 avril 2012).

Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 14 avril 2012).

Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 14 avril 2012).

Arrêté du 30 mars 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 20 avril 2012).

Arrêté du 13 avril 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 25 avril 2012).

Arrêté du 23 avril 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 28 avril 2012).

Arrêté du 23 avril 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 28 avril 2012).

Arrêté du 23 avril 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 28 avril 2012).

Arrêté du 2 mai 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 5 mai 2012).

Arrêté du 2 mai 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 5 mai 2012).

Arrêté du 2 mai 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 5 mai 2012).

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Décret n° 2012-551 du 23 avril 2012 relatif au versement en capital ou selon une périodicité autre que mensuelle des pensions relevant de l'article L. 90 du code des pensions civiles et militaires de retraites (*JO* du 25 avril 2012).

Décret n° 2012-601 du 30 avril 2012 relatif aux modalités de nominations équilibrées dans l'encadrement supérieur de la fonction publique (*JO* du 2 mai 2012).

Décret n° 2012-631 du 3 mai 2012 relatif aux conditions d'éligibilité des candidats aux recrutements réservés pour l'accès aux corps de fonctionnaires de l'Etat des catégories A, B et C et fixant les conditions générales d'organisation de ces recrutements en application de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (*JO* du 4 mai 2012).

Décret n° 2012-631 du 3 mai 2012 relatif aux conditions d'éligibilité des candidats aux recrutements réservés pour l'accès aux corps de fonctionnaires de l'Etat des catégories A, B et C et fixant les conditions générales d'organisation de ces recrutements en application de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la

fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (rectificatif) (*JO* du 12 mai 2012).

Décret n° 2012-713 du 7 mai 2012 modifiant le décret n° 86-442 du 14 mars 1986 relatif à la désignation des médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime des congés de maladie des fonctionnaires (*JO* du 8 mai 2012).

Décret n° 2012-761 du 9 mai 2012 modifiant le décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des infirmières et infirmiers des services médicaux des administrations de l'Etat (*JO* du 10 mai 2012).

Arrêté du 20 mars 2012 fixant au titre de l'année 2012 les éléments à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat (*JO* du 12 avril 2012).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

Direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats

Agence pour l'enseignement français à l'étranger

Arrêté du 13 avril 2012 modifiant l'arrêté du 5 février 2008 pris en application du décret n° 2002-22 du 4 janvier 2002 relatif à la situation administrative et financière des personnels des établissements d'enseignement français à l'étranger (*JO* du 25 avril 2012).

Arrêté du 13 avril 2012 fixant par pays et par groupe le montant de l'indemnité spécifique liée aux conditions de vie locale servie aux personnels résidents des établissements d'enseignement français à l'étranger (*JO* du 25 avril 2012).

Direction générale de l'administration et de la modernisation

Direction des ressources humaines

Arrêté du 5 mars 2012 modifiant l'arrêté du 10 février 1960 portant création d'une commission des rentes à allouer par suite d'accident du travail aux agents non titulaires du ministère des affaires étrangères et européennes (*JO* du 6 avril 2012).

Arrêté du 23 mars 2012 autorisant au titre de l'année 2013 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire de chancellerie de classe supérieure (JO du 7 avril 2012).

Arrêté du 23 mars 2012 autorisant au titre de l'année 2013 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire de chancellerie de classe exceptionnelle (JO du 7 avril 2012).

Direction des affaires budgétaires et financières

Arrêté du 26 mars 2012 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances auprès de certains établissements culturels en Algérie (JO du 6 avril 2012).

Arrêté du 13 avril 2012 relatif aux régies de recettes et d'avances auprès de certains établissements culturels au Gabon (JO du 21 avril 2012).

Arrêté du 18 avril 2012 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'Institut français d'Amérique centrale à San José (Costa Rica) (JO du 25 avril 2012).

Arrêté du 19 avril 2012 relatif aux régies de recettes et d'avances auprès de certains établissements culturels au Cameroun (JO du 27 avril 2012).

Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire

Service des Français à l'étranger

Décret n° 2012-469 du 12 avril 2012 modifiant le décret n° 2012-188 du 7 février 2012 relatif à la tenue de listes électorales consulaires et à l'organisation d'opérations de vote hors de France (JO du 13 avril 2012).

Arrêté du 12 avril 2012 relatif aux bureaux de vote ouverts pour l'élection du Président de la République dans les ambassades et les postes consulaires en 2012 (JO du 13 avril 2012).

Arrêté du 12 avril 2012 retardant l'heure de clôture du scrutin dans certains bureaux de vote ouverts pour l'élection du Président de la République dans les ambassades et les postes consulaires en 2012 (JO du 13 avril 2012).

Arrêté du 26 avril 2012 avançant l'heure d'ouverture du scrutin dans certains bureaux de vote ouverts pour l'élection du Président de la République le 6 mai 2012 (JO du 2 mai 2012).

Arrêté du 27 avril 2012 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel prévu à l'article R. 176-3 du code électoral (JO du 8 mai 2012).

Arrêté du 30 avril 2012 modifiant l'arrêté du 12 avril 2012 relatif aux bureaux de vote ouverts pour l'élection du Président de la République dans les ambassades et les postes consulaires en 2012 et l'arrêté du 12 avril 2012 retardant l'heure de clôture du scrutin dans certains bureaux de vote ouverts pour l'élection du Président de la République dans les ambassades et les postes consulaires en 2012 (*JO* du 2 mai 2012).

Arrêté du 3 mai 2012 modifiant l'arrêté du 12 avril 2012 retardant l'heure de clôture du scrutin dans certains bureaux de vote ouverts pour l'élection du Président de la République dans les ambassades et les postes consulaires en 2012 (*JO* du 5 mai 2012).

Arrêté du 4 mai 2012 fixant la date limite de remise des exemplaires imprimés des circulaires, des bulletins de vote et des affiches électorales par les candidats à l'élection de députés par les Français établis hors de France (*JO* du 8 mai 2012).

Assemblée des Français de l'étranger

Arrêté du 26 mars 2012 portant approbation d'une modification du règlement intérieur de l'Assemblée des Français de l'étranger (*JO* du 6 avril 2012).

Direction des affaires juridiques

Liste récapitulative des traités et accords internationaux publiés au *Journal officiel* de la République française du 1^{er} avril 2012 au 15 mai 2012.

Protocole n° 8 de la résolution 2011-I-8 de la Commission centrale pour la navigation du Rhin, adoptée le 27 mai 2011, relatif à la reconnaissance du certificat de conduite et du certificat d'aptitude à la conduite au radar slovaques (annexe D5 et D6 du règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin) (1) (Décret n° 2012-449 du 4 avril 2012) (*JO* du 6 avril 2012).

Protocole n° 10 de la résolution 2011-I-10 de la Commission centrale pour la navigation du Rhin, adoptée le 27 mai 2011, relatif à la reconnaissance du certificat de conduite et du certificat d'aptitude à la conduite au radar autrichiens (annexes D5 et D6 du règlement relatif au personnel de la navigation sur le Rhin) (1) (Décret n° 2012-450 du 4 avril 2012) (*JO* du 6 avril 2012).

Protocole n° 14 de la résolution 2011-I-14 de la Commission centrale pour la navigation du Rhin, adoptée le 27 mai 2011, relatif aux amendements au règlement de visite des bateaux du Rhin par des prescriptions de caractère temporaire conformément à l'article 1.06 - Exigences à remplir par les appareils AIS Intérieur et prescriptions relatives à l'installation et au contrôle de fonctionnement d'appareils AIS Intérieur à bord (annexe N. partie I) (1) (Décret n° 2012-451 du 4 avril 2012) (*JO* du 6 avril 2012).

Protocole d'application relatif à des actions de formation à l'école des métiers de la mode du CETTEX entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne, signé à Tunis le 10 novembre 2011 (1) (Décret n° 2012-452 du 4 avril 2012) (*JO* du 6 avril 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Emirats arabes unis relatif à la coopération en matière de défense, signé à Abou Dabi le 26 mai 2009, et de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'interprétation de l'accord de coopération en matière de défense, signées à Paris le 15 décembre 2010 (Décret n° 2012-495 du 16 avril 2012) (*JO* du 18 avril 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure, signé à Hanoï le 12 novembre 2009 (Décret n° 2012-496 du 16 avril 2012) (*JO* du 18 avril 2012).

Accord de consolidation de dettes entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Liberia, signé à Monrovia le 21 juin 2011 (Décret n° 2012-546 du 23 avril 2012) (*JO* du 25 avril 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans le domaine de la sûreté aérienne en cas de menaces émanant d'aéronefs civils, signé à Berlin le 9 mars 2009 (Décret n° 2012-603 du 30 avril 2012) (*JO* du 3 mai 2012).

Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et l'Union de Serbie-et-Monténégro (ensemble une annexe), signées à Paris le 30 septembre 2010 et à Podgorica le 13 juin 2011 (Décret n° 2012-621 du 2 mai 2012) (*JO* du 4 mai 2012).

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la coopération dans le domaine de la défense, signé à Paris le 13 septembre 2011 (Décret n° 2012-622 du 2 mai 2012) (*JO* du 4 mai 2012).

MAI – JUIN 2012

ACTES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

ARRETES ET DECISIONS

ARRETE DU 21 JUIN 2012 CONFERANT LA MEDAILLE D'HONNEUR DES AFFAIRES ETRANGERES

NOR : MAEA1224901A

Le ministre des affaires étrangères,

VU le décret n°2010-1025 du 30 août 2010 relatif à la médaille d'honneur des affaires étrangères,

ARRÊTE

Article 1er : La médaille d'honneur des affaires étrangères est décernée hors contingent, au titre d'actes de bravoure et de dévouement, aux personnes dont le nom suit :

Echelon Or

Didier LARROQUE
Abdelnasser SOBEH

Echelon Argent
Jean-Christophe AUGÉ
Dalinda BEN AYED
Eric BEGON
Philippe COLLIN
Patrick DUREL
Myriam FERNANDEZ ép. EL SHEESHAL
Françoise FONTAINE ép. SID AHMED
Martine FOUILLEN-MARCEL
Marlène GAMUS ép. BUCHILLET
Raphaël JUSTINE
Valérie LE TALLEC ép. CAUGANT
Fouad MIRZA
Laurent OCANA
Alexandra RAVENNE-GEHIN
Bruno TOUSSAINT

Echelon Bronze
Iman ALKHAYED
Mohamad Wafai AL MADANI
Mohamed AL KHALAF
Marcelle AVEL
Mohamad Walid BAHRI
Michel BANI JARID
Antoine BASSALE
Soraya BOURHANY
Maya CHEHADEH
Leila CHITE
Laurent COLONNA d'ISTRIA LE CARON
Dibe EL HELOU
Jihad EL NEJEM
Christine GEORGES
Georges ISSA
Semaan KABBOUCH
Samir KHLAFF
Antony MAHMOUD
Riad MALO
Salem NADDAF
Rami NAOUFAL
Hanna NASSR
Ghada OJEILA
Haytham SAWAN
Salvatore SBERNA
Magali VIDONI
Marie-Louise ZAAROUR-BANI JARID

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères ainsi qu'au *Bulletin officiel* des décorations, médailles et récompenses de la République française.

Fait le 21 juin 2012

Le ministre des affaires étrangères
Laurent FABIUS

Direction générale de l'administration et de la modernisation

Direction des ressources humaines

ARRETE DU 25 MAI 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 1^{ER} JUIN 2010 MODIFIE FIXANT LA COMPOSITION DU COMITE TECHNIQUE PARITAIRE SPECIAL COMPETENT A L'EGARD DES SERVICES DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES IMPLANTES A NANTES

NOR : MAEA1223629A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'arrêté du 13 janvier 1992 portant création d'un comité technique paritaire spécial compétent à l'égard des services du ministère des affaires étrangères implantés à Nantes ;

Vu l'arrêté du 11 mai 2010 déterminant les organisations syndicales aptes à désigner les représentants du personnel au comité technique paritaire spécial compétent à l'égard des services du ministère des affaires étrangères implantés à Nantes et fixant la répartition des sièges entre ces organisations ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juin 2010 modifié fixant la composition du comité technique paritaire spécial compétent à l'égard des services du ministère des affaires étrangères implantés à Nantes ;

Vu le courrier de la CFDT-MAE du 23 avril 2012,

Arrête

Article 1^{er} - L'article 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} juin 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont nommés en qualité de représentants de l'administration au sein du comité technique spécial :

Mme Nathalie LOISEAU

M. Jean-Claude POIMBOEUF ».

Article 2 - L'article 2 de l'arrêté du 1^{er} juin 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sont désignés en qualité de représentants du personnel au sein du comité technique spécial au titre du syndicat CFDT du ministère des affaires étrangères (CFDT-MAE) :

Titulaires:

M. Bertrand CAILLAUD

M. Jean-Louis DURIS

M. Philippe LEME

Suppléants:

Mme Caroline HOLIER

Mme Gisèle DA VEIGA

M. Ziane KHEDIM ».

Article 3 - La directrice générale de l'administration et de la modernisation est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 25 mai 2012

Pour le ministre et par délégation :

La directrice générale adjointe de l'administration
et de la modernisation,

N. LOISEAU

ARRETE DU 13 JUIN 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 1^{ER} DECEMBRE 2010 PORTANT NOMINATION DES REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION ET DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU SEIN DU COMITE CONSULTATIF SPECIAL AUPRES DU DIRECTEUR GENERAL DE L'ADMINISTRATION AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

NOR : MAEA1225549A

Le ministre des affaires étrangères,
Vu l'arrêté du 14 mai 1976 modifié instituant un comité consultatif spécial auprès du directeur général de l'administration au ministère des affaires étrangères ;
Vu l'arrêté du 10 novembre 2010 déterminant les organisations syndicales aptes à désigner les représentants du personnel au comité consultatif spécial auprès du directeur général de l'administration au ministère des affaires étrangères et fixant la répartition des sièges entre ces organisations ;
Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 2010 portant nomination des représentants de l'administration et des représentants du personnel au sein du comité consultatif spécial auprès du directeur général de l'administration au ministère des affaires étrangères ;
Vu la correspondance de l'ASAM-UNSA en date du 23 avril 2012 ;
Vu la correspondance de la CFDT-MAE en date du 7 mai 2012 ;
Vu la correspondance de la CGT/MAE en date du 4 juin 2012 ;
Vu la correspondance de FO-MAE en date du 6 juin 2012,

Arrête :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'arrêté du 1^{er} décembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :
« Sont nommés en qualité de représentants de l'administration au sein du comité consultatif spécial auprès du directeur général de l'administration au ministère des affaires étrangères :

Représentants titulaires :

M. Gilles THIBAULT
M. Philippe TRUQUET
Mme Florence CAUSSE-TISSIER
Mme Colette LE BARON
Mme Mireille CAPE-GUYOT
Mme Monique CONSTANT

Représentants suppléants :

M. Christian BERNARD
Mme Françoise MICHAULT
Mme Martine GODARD
Mme Agnès CUKIERMAN
M. Bernard ANACHE
M. Eric de la MOUSSAYE

Article 2

L'article 2 de l'arrêté du 1^{er} décembre 2010 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :
« Sont nommés en qualité de représentants du personnel au sein du comité consultatif spécial auprès du directeur général de l'administration au ministère des affaires étrangères :

Au titre de l'Association Syndicale des Agents du Ministère des affaires étrangères - Union Nationale des Syndicats Autonomes (ASAM-UNSA)

Représentants titulaires :

Représentants suppléants :

M. Paul GUILBERT
M. Marc MARCILLAT

M. Marc GESTAS
M. Laurent HUCHET

Au titre du syndicat FO du ministère des affaires étrangères (FO-MAE)

Représentant titulaire :
M. René MONTESINOS

Représentant suppléant :
M. Mikaël RICHARD

Au titre du Syndicat CGT du ministère des affaires étrangères (CGT/MAE)

Représentant titulaire :
M. Benoit PATAILLE

Représentant suppléant :
M. Daniel VAZEILLE

Au titre du syndicat CFDT du ministère des affaires étrangères (CFDT-MAE)

Représentants titulaires :
M. Alain WILLOT
Mme Christine ROBERT

Représentants suppléants :
Mme Martine CHAUSSIN
M. Thierry DUBOC

Article 3

La directrice générale de l'administration et de la modernisation est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait le 13 juin 2012

Pour le ministre et par délégation,
La directrice générale de l'administration
et de la modernisation
N. LOISEAU

Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire

Arrêtés relatifs aux attributions des agents consulaires

ARRETE DU 7 JUIN 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LA CONSULE HONORAIRE DE FRANCE A CAMPO GRANDE (BRESIL) EN TANT QUE DELEGUEE DU CONSUL GENERAL DE FRANCE A SAO PAULO

NOR : MAEF1225405A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Mme Aline SADDI CHAVES, consule honoraire de France à Campo Grande, habilitée à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisée, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à Mme Aline SADDI CHAVES à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consule honoraire de France à Campo Grande.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 7 juin 2012.

Pour le ministre et par délégation,
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

ARRETE DU 7 JUIN 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LE CONSUL HONORAIRE DE FRANCE A GAROUA (CAMEROUN) EN TANT QUE DELEGUE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU CAMEROUN

NOR : MAEF1225310A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. Pierre BARBIER, consul honoraire de France à Garoua, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. Pierre BARBIER à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consul honoraire de France à Garoua.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 7 juin 2012.

Pour le ministre et par délégation,
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

ARRETE DU 7 JUIN 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LE CONSUL HONORAIRE DE FRANCE A NASSAU - BAHAMAS (ETATS-UNIS) EN TANT QUE DELEGUE DU CONSUL GENERAL DE FRANCE A MIAMI

NOR : MAEF1225462A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. Dominique LEFEVRE, consul honoraire de France à Nassau (Bahamas), habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;
- accomplissement des formalités visant à s'assurer que les mesures conservatoires en cas de décès (scellés, inventaire, recherche de testament en l'absence d'héritier présumé) de disparition ou d'incapacité d'un citoyen français de passage ou domicilié dans le ressort de l'agence consulaire ont été prises ;
- accomplissement des formalités relatives au transport de corps ou de cendres (établissement du certificat sanitaire de transport).

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. Dominique LEFEVRE à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consul honoraire de France à Nassau (Bahamas).

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 7 juin 2012.

Pour le ministre et par délégation,

La chef du service des Français à l'étranger,

Odile SOUPISON

ARRETE DU 7 JUIN 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LE CONSUL HONORAIRE DE FRANCE A TAMPA (ETATS-UNIS) EN TANT QUE DELEGUE DU CONSUL GENERAL DE FRANCE A MIAMI

NOR : MAEF1225323A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. Jean-Charles FAUST, consul honoraire de France à Tampa, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents ;
- accomplissement des formalités visant à s'assurer que les mesures conservatoires en cas de décès (scellés, inventaire, recherche de testament en l'absence d'héritier présumé) de disparition ou d'incapacité d'un citoyen français de passage ou domicilié dans le ressort de l'agence consulaire ont été prises ;
- accomplissement des formalités relatives au transport de corps ou de cendres (établissement du certificat sanitaire de transport).

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. Jean-Charles FAUST à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consul honoraire de France à Tampa.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait à Paris, le 7 juin 2012.

Pour le ministre et par délégation,
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

ARRETE DU 7 JUIN 2012 RELATIF AUX FONCTIONS EXERCEES PAR LE CONSUL HONORAIRE DE FRANCE A COCHABAMBA (BOLIVIE) EN TANT QUE DELEGUE DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE EN BOLIVIE

NOR : MAEF1225251A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires, modifié par le décret n° 94-81 du 26 janvier 1994 et par le décret n° 2006-1721 du 23 décembre 2006, notamment ses articles 12 à 14 ;

Arrête :

Article 1^{er}

M. Aimé BRUN, consul honoraire de France à Cochabamba, habilité à exercer les attributions normales définies aux articles 8 à 11 du décret du 16 juin 1976, est autorisé, dans le cadre des dispositions de l'article 12 du même décret, à effectuer les formalités et à délivrer les documents administratifs suivants :

- délivrance de certificats de vie ;
- délivrance de certificats de résidence ;
- certification de conformité à l'original de copies et photocopies de documents.

Article 2

L'exercice de ces attributions est conféré à M. Aimé BRUN à titre personnel et prendra fin avec ses fonctions de consul honoraire de France à Cochabamba.

Article 3

Le sous-directeur de l'administration des Français est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères.

Fait, le 7 juin 2012.

Pour le ministre et par délégation,
La chef du service des Français à l'étranger,
Odile SOUPISON

Agence pour l'enseignement français à l'étranger

DECISION DU 1^{ER} JUIN 2012 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL CENTRAL DE L'AGENCE POUR L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS A L'ETRANGER

NOR : MAEE 1225909S

La directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger,
Vu les articles L.452-1 à L.452-10 et D.452-1 à D.452-11 du code de l'éducation ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;
Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité du travail et la prévention médicale dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, notamment son article 57 ;
Vu le décret n°2011-774 du 28 juin 2011 portant modification du décret n° 82-453 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité du travail et la prévention médicale dans la fonction publique de l'Etat, notamment son article 32 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2007 fixant les modalités de consultation du personnel en vue de déterminer les organisations syndicales appelées à désigner les représentants du personnel au comité technique paritaire central de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ;
Vu l'arrêté du 8 juillet 2008 portant création du comité d'hygiène et de sécurité central de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ;
Vu l'arrêté du 8 juin 2010 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et le nombre de sièges attribués à chacune d'elles ;
Vu les propositions de désignation de leurs représentants par les organisations syndicales mentionnées dans l'arrêté du 8 juin 2010 ;
Sur proposition du secrétaire général,

Décide :

Article 1^{er}

Madame Anne PICQUET est nommée membre du CHSCT en remplacement de Monsieur Laurent SERRA à compter du 1^{er} juin 2012.

Article 2

Le secrétaire général de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères, mise en ligne sur le site de l'Agence et affichée dans tous ses locaux.

Fait le 1^{er} juin 2012.

A.-M. Descôtes

ARRETE DU 29 JUIN 2012 MODIFIANT L'ARRETE DU 18 NOVEMBRE 2011 PORTANT NOMINATION AU COMITE TECHNIQUE DE L'AGENCE POUR L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS A L'ETRANGER

NOR : MAEE1226691A

Le ministre des affaires étrangères,

Vu l'arrêté du 2 mars 2004 portant création d'un comité technique paritaire central auprès du directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ;

Vu l'arrêté du 8 juin 2010 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au comité technique paritaire central de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger et le nombre de sièges attribués à chacune d'elles ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2011 portant nomination au comité technique de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger,

Arrête :

Article 1^{er}

Sur désignation de l'organisation syndicale Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FSU) :
M. Hamid LAAROUSSI, suppléant est nommé en remplacement de M. Jamal ALEM.

Article 2

La directrice de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère des affaires étrangères et mis en ligne sur le site internet de l'Agence.

Fait le 29 juin 2012

Pour le ministre et par délégation,

La directrice générale de l'administration et de la modernisation,

N. LOISEAU

REFERENCES DES PUBLICATIONS AU JOURNAL OFFICIEL

COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

Décret du 15 mai 2012 portant nomination du Premier ministre (*JO* du 16 mai 2012).

Décret du 16 mai 2012 relatif à la composition du Gouvernement (*JO* du 17 mai 2012).

Décret du 21 juin 2012 relatif à la composition du Gouvernement (*JO* du 22 juin 2012).

Arrêté du 15 mai 2012 portant nomination à la présidence de la République (*JO* du 16 mai 2012).

Arrêté du 17 mai 2012 portant nomination à la présidence de la République (*JO* du 19 mai 2012).

Arrêté du 17 mai 2012 portant nomination à la présidence de la République (*JO* du 19 mai 2012).

Arrêté du 17 mai 2012 portant nomination à la présidence de la République (*JO* du 19 mai 2012).

Arrêté du 22 mai 2012 portant nomination à la présidence de la République (rectificatif) (*JO* du 24 mai 2012).

DECRETS, ARRETES, CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Décret n° 2012-766 du 17 mai 2012 relatif au traitement des membres du Gouvernement (*JO* du 19 mai 2012).

Arrêté du 29 juin 2012 relatif aux modalités d'exercice des attributions du ministre de l'économie et des finances et du ministre du redressement productif concernant le service à compétence nationale Agence des participations de l'Etat (*JO* du 30 juin 2012).

RELATION AVEC LE PARLEMENT

Décret n° 2012-791 du 6 juin 2012 relatif aux attributions déléguées au ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement (*JO* du 7 juin 2012).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 2012-767 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale (*JO* du 25 mai 2012).

REUSSITE EDUCATIVE

Décret n° 2012-797 du 9 juin 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, chargée de la réussite éducative (*JO* du 10 juin 2012).

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret n° 2012-794 du 8 juin 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès de la garde des sceaux, ministre de la justice (*JO* du 9 juin 2012).

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU COMMERCE EXTERIEUR

Décret n° 2012-768 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur (*JO* du 25 mai 2012).

BUDGET

Décret n° 2012-796 du 9 juin 2012 relatif aux attributions déléguées au ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur, chargé du budget (*JO* du 10 juin 2012).

Arrêté du 11 juin 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (*JO* du 16 juin 2012).

Arrêté du 11 juin 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (*JO* du 16 juin 2012).

Arrêté du 11 juin 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (*JO* du 16 juin 2012).

Arrêté du 11 juin 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (*JO* du 16 juin 2012).

Arrêté du 11 juin 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (rectificatif) (*JO* du 23 juin 2012).

Arrêté du 11 juin 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (rectificatif) (*JO* du 23 juin 2012).

Arrêté du 19 juin 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (*JO* du 23 juin 2012).

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Décret n° 2012-808 du 12 juin 2012 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur, chargé de l'économie sociale et solidaire (*JO* du 13 juin 2012).

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE

Décret n° 2012-769 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre des affaires sociales et de la santé (JO du 25 mai 2012).

PERSONNES AGEES ET DEPENDANCE

Décret n° 2012-799 du 9 juin 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes âgées et de la dépendance (JO du 10 juin 2012).

FAMILLE

Décret n° 2012-801 du 9 juin 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée de la famille (JO du 10 juin 2012).

PERSONNES HANDICAPEES

Décret n° 2012-802 du 9 juin 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé, chargée des personnes handicapées (JO du 10 juin 2012).

MINISTERE DE L'EGALITE DES TERRITOIRES ET DU LOGEMENT

Décret n° 2012-770 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de l'égalité des territoires et du logement (JO du 25 mai 2012).

LA VILLE

Décret n° 2012-807 du 12 juin 2012 relatif aux attributions du ministre délégué auprès de la ministre de l'égalité des territoires et du logement, chargé de la ville (JO du 13 juin 2012).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret n° 2012-771 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur (*JO* du 25 mai 2012).

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Décret n° 2012-772 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (*JO* du 25 mai 2012).

TRANSPORTS ET ÉCONOMIE MARITIME

Décret n° 2012-805 du 9 juin 2012 relatif aux attributions du ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports et de l'économie maritime (*JO* du 10 juin 2012).

MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Décret n° 2012-773 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre du redressement productif (*JO* du 25 mai 2012).

ARTISANAT, COMMERCE ET TOURISME

Décret n° 2012-800 du 9 juin 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée de l'artisanat, du commerce et du tourisme (*JO* du 10 juin 2012).

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, INNOVATION ET ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Décret n° 2012-806 du 9 juin 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique (*JO* du 10 juin 2012).

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

Décret n° 2012-774 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (*JO* du 25 mai 2012).

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Décret n° 2012-775 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de la défense (*JO* du 25 mai 2012).

ANCIENS COMBATTANTS

Décret n° 2012-795 du 8 juin 2012 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre de la défense, chargé des anciens combattants (*JO* du 9 juin 2012).

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Décret n° 2012-776 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication (*JO* du 25 mai 2012).

Décret n° 2012-823 du 26 juin 2012 relatif à l'Académie de France à Rome (*JO* du 28 juin 2012).

Arrêté du 29 mai 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 1^{er} juin 2012).

Arrêté du 29 mai 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 1^{er} juin 2012).

Arrêté du 29 mai 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 2 juin 2012).

Arrêté du 29 mai 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 2 juin 2012).

Arrêté du 29 mai 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 2 juin 2012).

Arrêté du 8 juin 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 14 juin 2012).

Arrêté du 15 juin 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 30 juin 2012).

Arrêté du 15 juin 2012 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (*JO* du 30 juin 2012).

Arrêté du 15 juin 2012 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (*JO* du 30 juin 2012).

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Décret n° 2012-777 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (*JO* du 25 mai 2012).

MINISTÈRE DES DROITS DES FEMMES

Décret n° 2012-778 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre des droits des femmes (*JO* du 25 mai 2012).

Décret n° 2012-784 du 30 mai 2012 relatif aux attributions du porte-parole du Gouvernement (*JO* du 31 mai 2012).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE

Décret n° 2012-779 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de l'agroalimentaire (*JO* du 25 mai 2012).

MINISTÈRE DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT, DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA

FONCTION PUBLIQUE

Décret n° 2012-780 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre de la réforme de l'État, de la décentralisation et de la fonction publique (*JO* du 25 mai 2012).

MINISTÈRE DES OUTRE-MER

Décret n° 2012-781 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre des outre-mer (*JO* du 25 mai 2012).

MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE L'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Décret n° 2012-782 du 24 mai 2012 relatif aux attributions du ministre des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (*JO* du 25 mai 2012).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Délégations de signature

Décret du 8 juin 2012 portant délégation de signature (direction générale de l'administration et de la modernisation) (*JO* du 10 juin 2012).

Décret du 8 juin 2012 portant délégation de signature (direction des archives) (*JO* du 10 juin 2012).

Arrêté du 12 mai 2012 portant délégation de signature (direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement) (*JO* du 17 juin 2012).

Arrêté du 18 juin 2012 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2011 portant délégation de signature (direction générale de l'administration et de la modernisation) (*JO* du 24 juin 2012).

Arrêté du 18 mai 2012 portant délégation de signature (cabinet du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes) (*JO* du 24 mai 2012).

Arrêté du 21 mai 2012 portant délégation de signature (cabinet de la ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des Français de l'étranger et de la francophonie) (*JO* du 30 mai 2012).

AFFAIRES EUROPÉENNES

Décret n° 2012-798 du 9 juin 2012 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (*JO* du 10 juin 2012).

DEVELOPPEMENT

Décret n° 2012-803 du 9 juin 2012 relatif aux attributions du ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du développement (*JO* du 10 juin 2012).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ET FRANCOPHONIE

Décret n° 2012-804 du 9 juin 2012 relatif aux attributions de la ministre déléguée auprès du ministre des affaires étrangères, chargée des Français de l'étranger et de la francophonie (*JO* du 10 juin 2012).

Direction générale de l'administration et de la modernisation

Direction des ressources humaines

Arrêté du 21 mai 2012 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de promotions à pourvoir à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'attaché principal de 2^e classe des systèmes d'information et de communication (*JO* du 25 mai 2012).

Arrêté du 21 mai 2012 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de promotions à pourvoir à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire des affaires étrangères principal (*JO* du 25 mai 2012).

Arrêté du 21 mai 2012 définissant les vocations des secrétaires de chancellerie aux emplois diplomatiques et consulaires (*JO* du 30 mai 2012).

Arrêté du 21 mai 2012 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de promotions à pourvoir à l'examen professionnel pour l'accès au grade de secrétaire des systèmes d'information et de communication hors classe (*JO* du 30 mai 2012).

Arrêté du 25 mai 2012 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de postes offerts au concours pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères (cadre général) (*JO* du 2 juin 2012).

Arrêté du 25 mai 2012 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de postes offerts aux concours externe et interne pour l'accès à l'emploi de secrétaire des affaires étrangères (cadre d'orient) (*JO* du 2 juin 2012).

Arrêté du 25 mai 2012 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de postes offerts aux concours externe et interne pour l'accès à l'emploi de conseiller des affaires étrangères (cadre d'Orient) (*JO* du 5 juin 2012).

Arrêté du 25 mai 2012 fixant au titre de l'année 2013 le nombre de postes offerts aux concours pour l'accès à l'emploi de secrétaire de chancellerie (*JO* du 5 juin 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 autorisant au titre de l'année 2013 l'ouverture de concours pour l'accès à l'emploi d'adjoint administratif de 1^{re} classe de chancellerie (*JO* du 29 juin 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 autorisant au titre de l'année 2013 l'ouverture de concours pour l'accès à l'emploi de secrétaire des systèmes d'information et de communication (JO du 29 juin 2012).

Direction des affaires budgétaires et financières

Arrêté du 18 mai 2012 portant modification des arrêtés du 4 novembre 1982 et du 11 juillet 2007 portant institution de régies de recettes et régies d'avances auprès de certains établissements culturels en Italie (JO du 24 mai 2012).

Arrêté du 18 mai 2012 portant modification de l'arrêté du 10 décembre 1993 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de la Maison des études éthiopiennes d'Addis-Abeba (JO du 24 mai 2012).

Arrêté du 18 mai 2012 relatif aux régies de recettes et d'avances auprès de certains établissements culturels en Espagne (JO du 24 mai 2012).

Arrêté du 18 mai 2012 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de l'Institut français de Libye-antenne de Benghazi (JO du 24 mai 2012).

Arrêté du 18 mai 2012 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de l'Institut français du Maroc-antenne d'El Jadida (JO du 24 mai 2012).

Arrêté du 7 juin 2012 portant classement des postes d'experts techniques internationaux par groupes et indemnités de résidence à l'étranger (JO du 16 juin 2012).

Arrêté du 12 juin 2012 portant modification de l'arrêté du 7 janvier 2000 modifié portant institution de régies de recettes et régies d'avances auprès de certains établissements culturels à l'étranger (JO du 20 juin 2012).

Arrêté du 12 juin 2012 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de l'Institut français de Mauritanie (JO du 20 juin 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 fixant par pays et par groupe le montant de l'indemnité spécifique liée aux conditions de vie locale servie aux personnels résidents des établissements d'enseignement français à l'étranger (JO du 28 juin 2012).

Arrêté du 22 juin 2012 fixant par pays et par groupe les taux de l'indemnité d'expatriation et de l'indemnité de résidence à l'étranger (JO du 28 juin 2012)

Direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire

Service des Français à l'étranger

Arrêté du 14 juin 2012 portant habilitation d'un organisme autorisé et habilité pour l'adoption (*JO* du 19 juin 2012).

Assemblée des Français de l'étranger

Arrêté du 22 mai 2012 relatif aux bureaux de vote ouverts pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale (*JO* du 26 mai 2012).

Arrêté du 22 mai 2012 avançant l'heure d'ouverture et retardant l'heure de clôture du scrutin dans certains bureaux de vote ouverts pour les élections des députés à l'Assemblée nationale dans les ambassades et les postes consulaires en 2012 (*JO* du 26 mai 2012).

Direction des affaires juridiques

Liste récapitulative des traités et accords internationaux publiés au *Journal officiel* de la République française du 16 mai 2012 au 30 juin 2012.

Deuxième protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (ensemble une réserve et des déclarations françaises), signé à Strasbourg le 8 novembre 2001 (Décret n° 2012-813 du 16 juin 2012) (*JO* du 20 juin 2012).